

a respecté son calendrier de remise en ordre des mécanismes économiques et politiques de la Pologne.

Actuellement, l'Occident et les pays de l'Est entretiennent des opinions erronées sur les motifs, les objectifs et les conséquences de leurs politiques étrangères respectives. Le gouvernement polonais croit que les États-Unis et leurs alliés se servent simplement de la Pologne pour ébranler l'U.R.S.S. et, plus généralement, pour repousser le communisme. Il estime que c'est le résultat de l'idéologie anti-communiste professée par l'Administration Reagan.

Le gouvernement polonais ne comprend ni n'accepte les efforts renouvelés d'isolement et de dénigrement de la Pologne, non seulement sur le plan commercial, mais également lors de conférences internationales ou auprès d'organismes comme le F.M.I. Il souligne que les trois conditions posées par les États-Unis pour lever les sanctions imposées (relâcher les détenus, abroger la loi martiale et dialoguer avec les représentants de l'Église et de Solidarité) sont en partie remplies. Trois cents nouvelles églises, par exemple, sont en construction. Le gouvernement fait également remarquer que, même sous l'empire de la loi martiale, les conditions qui prévalent actuellement en Pologne ne sont pas aussi dures que dans d'autres pays de l'Est ou de l'Ouest avec lesquels les États-Unis entretiennent pourtant des relations (quand ils ne leur dispensent pas une aide financière): la Turquie, le Chili, la Roumanie et les pays d'Amérique centrale, par exemple.

Ce que les dirigeants polonais semblent toutefois ignorer, c'est qu' hormis l'idéologie reaganienne, la réaction des Occidentaux à la suppression de Solidarité et à l'imposition de la loi martiale est fondée logiquement. Un coup d'oeil sur le passé montre que l'Occident ne pouvait pratiquement pas rester passif. Comme l'a récemment fait remarquer un auteur, même si les analystes de la politique étrangère peuvent comprendre les restrictions imposées par la situation de la Pologne, comment expliquer à M. Tout-le-monde que Solidarité n'a même pas le droit à la liberté de parole, d'association et d'élection?

Malgré la rationalité fondamentale de l'embargo imposé par l'Occident, j'estime qu'il produira des résultats négatifs. Il faut l'annuler, car il ne constitue pas un mécanisme permettant à l'Occident d'atteindre ses objectifs au sein du bloc communiste.

La politique étrangère occidentale, qui s'efforce d'articuler la réalité géopolitique avec les aspirations libérales et démocratiques, doit viser des objectifs à long terme et ne pas réagir ponctuellement aux événements politiques. Pour des raisons tant stratégiques que morales, l'objectif de la politique occidentale devrait être la libéralisation graduelle des régimes de démocratie populaire, en encourageant le développement d'institutions pluralistes et d'une orientation nationale de l'évolution politico-économique. On peut même soutenir que le développement lent et régulier des institutions démocratiques et pluralistes est souhaitable dans la plupart des pays de l'Est, qui n'ont jamais connu de régime libéral.

Les Occidentaux devraient avoir tiré la leçon de la répression de 1956